

- dix (10) switch PoE 8 ports, montable sur rack ;
- deux (02) switch 2960X-24PS-L 24 ports, Montable sur rack ;
- douze (12) caméras IP intérieures infrarouge mini dôme ;
- six (06) camera IP extérieures PTZ infrarouge ;
- câble réseau Cat6 ou Cat6a 1000 m ;
- Connecteurs RJ45 blindés ;
- Goulottes, chemins de câbles et conduits PVC ;
- une (01) baie informatique 18U;
- deux (02) onduleurs (UPS) 3000 VA minimum pour sécurisation électrique ;
- cinq (05) multiprises et unités de distribution électrique (PDU) ;
- deux (02) panneaux de brassage 24 ports ;
- un (01) enregistreur réseau (NVR) 32 canaux minimum ;

- cinq (05) de disques durs spécialisés vidéo-surveillance 10 To minimum au total ;
- un logiciel libre professionnel de gestion vidéo (VMS).

### **FOURNITURE DE SERVICE**

- Installation physique (fixation, câblage, alimentation PoE) du système de vidéo-surveillance ;
- Configuration des réseaux de caméras des trois sites du Minddevel pour le monitoring à distance ;
- Intégration des caméras des différents sites du MINDDEVEL dans un même réseau local ;
- Paramétrage des adresses IP, VLAN, segmentation réseau et sécurisation des flux vidéo pour les nouvelles caméras IP ;
- Mise en place d'un système centralisé de gestion vidéo (VMS – Video Management System) ;
- Configuration et mise en service du système ;
- Élaboration du document d'architecture technique du système de vidéo-surveillance (architecture logique et physique) ;
- Configuration des profils utilisateurs et des droits d'accès (administrateur, superviseur, opérateur) ;
- Paramétrage des alertes intelligentes (détection de mouvement, intrusion, franchissement de ligne, etc.) ;
- Conception des schémas détaillés du réseau (topologie LAN/WAN, interconnexion des sites, plan d'adressage IP)
- Production des plans d'implantation des caméras par site (plans de couverture, angles de vue, zones critiques) ;
- Élaboration du schéma d'interconnexion des baies informatiques et des équipements actifs (switchs, NVR, serveurs, routeurs) ;
- Élaboration du plan de sécurité du système (cybersécurité, chiffrement, gestion des accès) ;
- Tests de bon fonctionnement ;
- Transfert de compétences des prestations effectuées aux ingénieurs de la DSI.

Par ailleurs, toutes les fournitures et équipements devront être du matériel neuf et satisfaire aux normes et prescriptions du constructeur et devront être en conformité avec la réglementation en vigueur.

### **LIVRABLES**

À la fin du projet, le MINDDEVEL devra disposer d'un système de vidéo-surveillance fonctionnel réparti entre les trois sites de ses services centraux avec système de monitoring en ligne.

- Le MINDDEVEL devra être autonome dans la gestion des interventions de premier niveau.
- L'adjudicataire transmettra, sous format électronique, la documentation technique relative à l'implémentation du système ainsi que les manuels de formation. La liste définitive des documents à remettre sera fixée au cours du projet.

### **3. DELAIS PREVISIONNELS ET LIEU DE LIVRAISON**

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des prestations objet de la présente consultation est de deux (02) mois et à livrer sur tous les sites du MINDDEVEL indiqués. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

### **4. ALLOTISSEMENT**

La présente consultation comporte un lot.

### **5. COUT PREVISIONNEL**

Le coût prévisionnel de la prestation est de vingt-six millions (26 000 000) FCFA TTC.

### **6. VISITE DES SITES**

Les entreprises intéressées par cette Demande de Cotation devront impérativement visiter les sites de réalisation des prestations qui sont : le bâtiment principal et les annexes B et C du MINDDEVEL au moins cinq (05) jours avant la date limite de remise des offres. Cette visite sera conduite par le Chef de Division des Systèmes d'Information.

### **7. PARTICIPATION ET ORIGINE**

La participation à la présente consultation est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais installées en République du Cameroun, en règle avec l'administration fiscale et non exclues de la commande publique.

### **8. FINANCEMENT**

Les prestations objet de la présente consultation sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, Exercice 2026, Imputation : 60 27 292 2 33000001 0133 524116.

### **9. MODE DE SOUMISSION**

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

#### **10. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION**

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission conforme à la réglementation en vigueur assorti du récépissé de dépôt à la CDEC et délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DC dont le montant s'élève à cinq cent vingt mille (520 000) FCFA.

Le cautionnement de soumission est valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

#### **11. CONSULTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

#### **12. ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le Dossier de Consultation en version numérique peut être obtenu, dès publication du présent avis dans les locaux du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, Direction des Affaires Générales, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DC par téléchargement sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm>.

#### **13. REMISE DES OFFRES**

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

Pour la soumission en ligne, le soumissionnaire déposera les offres sur la plateforme COLEPS

<http://www.marchespublics.cm> et une copie de sauvegarde contre récépissé, une clé USB contenant les dossier administratif, technique et financier et une copie physique de la caution de soumission et de la quittance d'achat du DC au Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, Direction des Affaires Générales, 2<sup>ème</sup> étage, porte 210, au plus tard le **10 AVR 2026** à 12 H 00, heure locale, portant les mentions suivantes :

#### **DEMANDE DE COTATION**

**000.000.04**...../AC/MINDDEVEL/CIPM/2026 DU **10 MARS 2026**

**POUR LA REHABILITATION ET L'EXTENSION DU SYSTÈME DE VIDEO-SURVEILLANCE DU MINISTERE DE LA  
DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL**

**A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT**

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le..... à 12H00, heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

#### **N.B : Taille et format des fichiers**

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituer l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

#### **14. RECEVABILITE DES OFFRES**

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des dossiers de la clé USB et remises sous plis scellés.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité du dossier de consultation ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence d'une caution de soumission conforme à la réglementation et délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

#### **15. OUVERTURE DES PLIS**

L'ouverture des plis se fera en un temps, le 4 AVRIL 2026 à 13 H 00, heure locale, dans la Salle de Conférences du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINDDEVEL siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier du. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de Consultation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question en version physique.

Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqués dans le Dossier de consultation entraînera le rejet de l'Offre.

#### **16. CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES**

##### **15.1 Critères éliminatoires**

Il s'agit notamment :

- de l'absence ou de la non-conformité du cautionnement de soumission ;
- de l'absence du récépissé de consignation de la caution à la CDEC ;
- de la non -production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- du non-respect de 6 critères essentiels sur 7;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations au cours des trois dernières années ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- du non-respect des spécifications techniques majeures indiquées dans le Descriptif des fournitures du présent DC;
- de l'absence de l'attestation de visite du site signée sur l'honneur ;
- de l'absence d'une copie de sauvegarde des offres ;
- Non-respect du format de fichiers des offres.

##### **15.2. Critères essentiels**

Ils sont :

- la présentation des offres;
- les caractéristiques techniques des fournitures proposées ;
- les références du soumissionnaire ;
- le personnel du soumissionnaire;
- le document de compréhension et d'analyse du projet ;
- le document d'Architecture de Stockage et de Sauvegarde
- le document d'Architecture Technique Générale, du réseau et de sécurité
- la capacité financière, supérieure ou égale à treize millions (13 000 000) de FCFA ;
- le planning et délai de livraison
- les preuves d'acceptations des conditions du marché (Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et les spécifications techniques paraphés et signés à la dernière page).

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire (oui/non) et suivant les critères obligatoires et essentiels détaillés dans la grille d'évaluation.

#### **17. ATTRIBUTION**

Le Maître d'Ouvrage attribuera au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

#### **18. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES**

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

#### **19. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, Direction des Affaires Générales, 2<sup>ème</sup> étage, porte 210, téléphone n°222 22 15 53 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tous autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage

#### **20. ASSISTANCE TECHNIQUE**

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email [dsi@minmap.cm](mailto:dsi@minmap.cm).

#### **21. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES**

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP ou le Maître d'Ouvrage.

Yaoundé le.....10 MARS 2026



#### **Copies:**

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM
- Affichage chrono



**NOTICE FOR CONSULTATION**

No. 00000004

10 MARS 2026

/AC/MINDDEVEL/CIPM/2026 OF  
FOR THE REHABILITATION AND EXPANSION OF THE VIDEO SURVEILLANCE SYSTEM OF THE MINISTRY OF  
DECENTRALIZATION AND LOCAL DEVELOPMENT.

Financing: 2026 MINDDEVEL PIB

**22. SUBJECT OF THE CONSULTATION**

The Minister of Decentralization and Local Development, Project Owner, is issuing, on behalf of the Ministry he leads, a request for quotation notice for the rehabilitation and extension of the video surveillance system of the ministry he leads, financed by the Public Investment Budget, Financial Year 2026.

**23. SCOPE OF SERVICES**

The services covered by this quotation consists of replacing defective cameras at the three MINDDEVEL sites, extending the coverage of the video surveillance system inside the premises of Annex A, and strengthening video coverage in some areas of the main building and Annex B.

The objective of this surveillance is to prevent malicious acts such as:

- The theft of tangible property;
- The theft of information;
- Other deliberate malicious acts (destruction of property, etc.)

The system to be installed must be capable of meeting the desired security requirements and must, in particular, enable:

- Identification of individuals found in areas under surveillance;
- Real-time viewing of recordings;
- Storage of recordings (desired storage period: 30 days);
- Ability to conduct investigations in the event of a security incident or theft.

The installation of cables connecting the cameras to the network is part of this consultation. To this end, bidders must demonstrate their understanding of the existing logical network and their ability to integrate their services into the current system.

More specifically, the service covers the supply of the following equipment, software, and services:

**SUPPLY OF EQUIPMENT AND SOFTWARE**

- Supply of 10 (ten) 8-port PoE switches, rack-mountable;
- Supply of 2 (two) 2960X-24PS-L 24- port switches, rack-mountable;
- Supply of 12 (twelve) mini-dome-infrared indoor IP cameras;
- Supply of 1000m Cat6 or Cat6a network cable;
- Supply of shielded RJ45 connectors;
- Supply of cable ducts, cable trays, and PVC conduits;
- Supply of 1 (one) 12U or 18U IT/server rack;
- Supply of 2 (two) uninterruptible power supplies (UPS) with a minimum capacity of 3000 VA for electrical safety;
- Supply of 5 (five) power strips and Power Distribution Units (PDUs);
- Supply of 2 (two) 24-port patch panels;
- Supply of 1 (one) network video recorder (NVR) with a minimum of 32 channels;
- Supply of 10 TB video surveillance-grade hard drives; and
- Supply of a professional open-source video management software (VMS) package.

## **PROVISION OF SERVICE**

- Physical installation (mounting, cabling, PoE power supply) of the video surveillance system;
- Configuration of camera networks at the three MINDDEVEL sites for remote monitoring;
- Integration of cameras from the various MINDDEVEL sites into a single local network;
- Configuration of IP addresses, VLANs, network segmentation and video stream security for the new IP cameras;
- Deployment of a centralized video management system (VMS);
- Configuration and commissioning of the system;
- Development of the technical architecture document for the video surveillance system (logical and physical architecture);
- Configuration of user profiles and access rights (administrator, supervisor, operator);
- Configuring smart alerts (motion detection, intrusion, line crossing, etc.);
- Designing detailed network diagrams (LAN/WAN topology, site interconnection, IP addressing plan)
- Producing camera layout plans for each site (coverage plans, viewing angles, critical areas);
- Development of interconnection diagrams for IT racks and active equipment (switches, NVRs, servers, routers);
- Development of system security plans (cybersecurity, encryption, access management);
- Functionality testing;
- Transfer of skills from the performed services to IT engineers at the DSI.

The connection points for the cameras to the local network are available. The bidder must propose a set of equipment, software and services that can meet the Ministry's needs. In any case, the proposed solution must comply in all respects with the operating procedures described in these terms of reference.

All supplies and equipment must be new and comply with the manufacturer's standards and specifications, as well as with the regulations in force.

## **DELIVERABLES**

At the end of the project, MINDDEVEL must have a functional video surveillance system distributed across its three central service sites, with an online monitoring system.

- MINDDEVEL must be autonomous in managing first-level interventions.

- The successful bidder will provide, in electronic format, the technical documentation relating to the implementation of the system, and the training manuals. The final list of documents to be provided will be determined during the course of the project.

## **24. ESTIMATED DELIVERY TIME AND PLACE**

The maximum period stipulated by the Project Owner for delivery of the services covered by this consultation is 2 (two) months, with delivery to all MINDDEVEL sites indicated. This period shall take effect from the date of notification of the service order to commence services.

## **25. LOTTING**

This tender comprises a single lot.

## **26. ESTIMATED COST**

The estimated cost of the service is CFAF 26,000,000 (twenty-six million CFA francs) all taxes inclusive.

## **27. PARTICIPATION AND ORIGIN**

Participation in this consultation is open, on equal terms, to companies incorporated under Cameroonian law, established in the Republic of Cameroon, who also comply with the tax administration rules and are not banned from public procurement.

## **28. FUNDING**

The services covered by this consultation are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Decentralization and Local Development, Financial Year 2026, Charge Code: 60 27 292 2 33000001 0133 524116.

## **29. SUBMISSION METHOD**

The submission method selected for this consultation is *online*.

## **30. BID BOND**

Each bidder must enclose with his administrative documents a bid bond in accordance with the regulations in force, together with a receipt for deposit at the CDEC and issued by an organization or financial institution authorized by the Minister in charge of finance to issue bonds in the context of public contracts and listed in Exhibit 14 of the consultation document, for an amount of CFAF520,000 (five hundred and twenty thousand) including all taxes.

The bid bond is valid for up to 30 (thirty) days beyond the initial bid validity date. The absence of a bid bond accompanied by a deposit receipt issued respectively by a first-class bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry in charge of finance to issue bonds in the context of public contracts will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned will be considered absent. A bid bond presented by a



bidder during the bid opening session will be inadmissible.

### **31. CONSULTATION OF THE TENDER DOCUMENT**

The tender document can also be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the website of the ARMP ([www.arnp.cm](http://www.arnp.cm)).

### **32. ACQUISITION OF THE TENDER DOCUMENT**

The digital version of the tender document may be obtained, upon publication of this notice, at the premises of the Ministry of Decentralization and Local Development, Department of General Affairs, upon presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of CFAF 50,000 (fifty thousand) payable to the Public Treasury and representing the file purchasing cost.

The digital version of the tender document may also be obtained by free download on the COLEPS platform from <http://www.marchespublics.cm>.

### **33. SUBMISSION OF BIDS**

Each bid must be written in English or French.

For online submission, the bidder will submit the bids on the COLEPS platform <http://www.marchespublics.cm> and a backup copy against receipt, a USB flash disc containing the administrative, technical and financial file and a physical copy of the bid bond and the tender document purchase receipt to the Ministry of Decentralization and Local Development, Department of General Affairs, 2nd floor, Room 210, no later than **14 AVR 2026** at 12:00 noon local time, bearing the following indications:

#### **NOTICE FOR CONSULTATION**

**10 00 00 00 00 /AC/MINDDEVEL/CIPM/2026 OF 10 MARS 2026**

**FOR THE REHABILITATION AND EXPANSION OF THE VIDEO SURVEILLANCE SYSTEM OF THE MINISTRY OF  
DECENTRALIZATION AND LOCAL DEVELOPMENT.**

**TO BE OPENED ONLY DURING THE BIDS OPENING SESSION**

For online submission, the bid must be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than ..... at 12:00noon local time. A back-up copy of the bid recorded on a USB flash disc must be sent in a sealed envelope clearly and legibly labelled "back-up copy", in addition to the above indications, within the specified time limit.

#### **N.B: Size and format files**

For online submission, the maximum sizes of documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the administrative file;
- 15 MB for the technical proposal;
- 5 MB for the financial bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for word/text documents;
- JPEG for images.

Applicants must use compression software to reduce the size of the files to be sent as indicated above.

Bids received after the deadline will be rejected.

### **34. ADMISSIBILITY OF BIDS**

The administrative documents, the technical bid, and the financial bid must be placed in separate envelopes and submitted sealed.

The Project Owner will not accept:

- bids bearing indications of the identity of the bidders,
- bids received after the deadline for submission.
- bids without indication of the identity of the consultation file;
- bids that do not comply with the bidding procedure.

Any bid that is incomplete, in accordance with the requirements of the tender document, will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond that complies with the regulations and issued by a first-class body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the context of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender document will result in the outright rejection of the bid without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned will be considered absent. A bid bond submitted by a bidder during the bids opening session will be inadmissible.

### **35. OPENING OF BIDS**

The bids shall be opened in one go, on **14 AVR. 2026** at 1 p.m. local time, in the Conference Room of the Ministry of Decentralization and Local Development, by the Internal Tenders Board of MINDDEVEL's central services in the presence of the bidders or their duly authorized representatives.

The documents in the administrative file required must be produced in originals or in certified true copies by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Rules for Tender Documents, failing which they shall be rejected. They must be valid on the original deadline for submission of bids or have been drawn up after the date of signature of the request for quotation notice.

In the event of the absence or non-conformity of a document in the administrative file when the bids are opened, the bidders concerned are given a period of 48 (forty-eight) hours to produce or replace the document in question.

Failure to comply with the number of copies indicated in the consultation document will result in the rejection of the bid.

### **36. BIDS EVALUATION CRITERIA**

#### **15.1 Elimination criteria**

These include:

- absence or non-conformity of the bid bond;
- absence of a receipt for the effective payment of the deposit at the CDEC;
- failure to produce, after the 48-hour deadline, a document in the administrative file deemed non-compliant or missing during the bids opening session (with the exception of the bid bond);
- false declarations, fraudulent manoeuvres or falsification of documents;
- failure to comply with 6 out of 7 essential criteria;
- absence of a declaration on honour that services have not been abandoned in the last three years;
- absence of the dated and signed integrity charter;
- absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- absence of a quantified unit price in the financial bid;
- failure to comply with one of the major technical specifications indicated in the Description of Supplies of this quotation request;
- absence of a site visit certificate signed on honour;
- absence of a backup copy of the bids; and
- non-compliance with the file format for bidders.

#### **15.2. Essential Criteria**

They are:

- presentation of bids;
- the technical characteristics of the proposed supplies;
- the bidder's references;
- the bidder's staff;
- the project understanding and analysis document;
- the Storage and Backup Architecture document;
- the General Technical Architecture, Network, and Security document;
- financial capacity, greater than or equal to CFAF13,000,000 (thirteen million CFA francs);
- the delivery schedule and deadline;
- proof of acceptance of the terms and conditions of the contract (the Special Administrative Clauses (CCAP) and technical specifications initialled and signed on the last page).

Technical bids will be evaluated using a binary scoring system (yes/no) and according to the essential criteria detailed in the evaluation grid.

### **37. CONTRACT AWARD**

The project owner will award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and is evaluated as the lowest.

### **38. VALIDITY PERIOD OF BIDS**

Bidders will remain bound by their bids for 90 days from the initial deadline for submission of bids.

### **39. ADDITIONAL INFORMATION**

Additional information may be obtained, during working hours, from the Ministry of Decentralization and Local Development, Department of General Affairs, 2nd floor, Room 210, Telephone No. 222 22 15 53 or online on the COLEPS

platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication provided by the Project Owner.

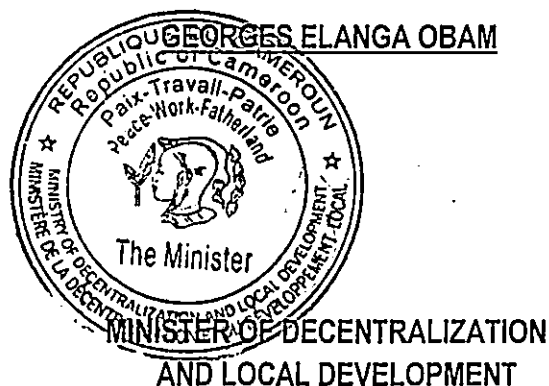
#### **40. TECHNICAL ASSISTANCE**

For technical assistance in the case of a problem using the platform, please call (+237) 222 238 155/222 235 669 or write to [dsi@minmap.cm](mailto:dsi@minmap.cm).

#### **41. FIGHTING CORRUPTION AND MALPRACTICES**

To denounce any act of corruption, please call CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and (+237) 699 37 07 48, the ARMP or Project Owner.

Yaounde, ....1..0..MARS...2026



#### **Copies:**

- MINMAP
- ARMP
- Chair ITB
- Noticeboard/Records

